

- 60ème CONGRES DE L'U . N . E . F -

21 - 22 - 23 - 24 MARS

RAPPORT D'ACTIVITE

PRESENTE PAR :

G . KONOPNICKI ,

PRESIDENT DE L' UNEF -

INTRODUCTION

Chers camarades,

Notre 60ème congrès s'ouvre dans une période d'intenses luttes revendicatives, et surtout après une première année d'action de l'UNEF renouvelée.

C'est dire que plus jamais nous ne devrions tirer pour l'action et pour les étudiants les leçons de notre activité.

En une année, tous les secteurs de l'enseignement Supérieur, lettres, sciences, droit, médecine, IUT et TS, éducation physique ont été l'objet d'actions revendicatives des étudiants.

Les luttes ont été menées par un nombre d'étudiants jamais égalé encore : 80.000 étudiants ont signé en Avril-mai dernier la carte pétition concernant le projet de cartes hebdomadaire sur les restaurants universitaires, des dizaines de milliers d'étudiants ont contribué à l'échec du projet des IUT. Dès cette rentrée, la question des moyens et des crédits pour les universités a été prise en charge par les étudiants, les enseignants et de nombreux conseils d'université. Le meilleur exemple en sera fourni le Jeudi 23 où 8 conseils d'universités parisiennes, les syndicats dont l'UNEF organiseront une conférence de presse commune à la Sorbonne. Journée d'action lors du vote budget de l'EN avec un rassemblement dans la Sorbonne, grève et manifestation à Lille Sciences éco, 2000 dans la rue, grève et manifestation successivement à Nancy droit et à Nancy mathématiques avec près de 3000 étudiants, à Tours avec 1500 étudiants en manifestation, dans la région parisienne à Vincennes, Paris I, Paris 3, Paris 13, Orsay.

En médecine, plus de 1000 étudiants de première année se sont mis en grève et en meetings pendant près d'un mois pour s'opposer au projet de numerus clausus.

En lettres, Sciences et prépa, par dizaines de milliers les étudiants ont agi contre les CFP.

L'ensemble des villes universitaires a été touché. Les 23 février et 14 mars ont été marqués par des démonstrations d'action sans précédent. Le 26 février a été l'occasion à Paris d'une grande manifestation regroupant enseignants, lycéens, travailleurs, parents d'élèves et plus de 7000 étudiants regroupés derrière l'UNEF. En une semaine, près de

40.000 étudiants ont signé ^{une} carte pétition de l'UNEF exigeant la suppression des CPEM et pour cette année le rétablissement des IPES et le doublement du nombre de postes mis au concours.

En droit et en sciences éco, depuis les derniers jours, les étudiants dans la région parisienne et dans quelques villes de province agissent contre des mesures instaurant la sélection et le numerus clausus.

En IUT; et dans les classes de TS à l'appel de l'UNEF, 14 villes de province et la région parisienne ont été en grève pendant deux jours les 14 et 15 mars pour la reconnaissance des diplômes.

Ainsi, dans ces luttes menées, comme dans celles développées au niveau de l'amphi, du TP ou de l'UER, des dizaines de milliers d'étudiants ont pris leur place pour la défense de leurs intérêts.

Les luttes menées ces derniers mois sont les plus massives depuis plusieurs années. Comme l'avance le projet de résolution proposé par le Bureau National, les luttes se sont développées tout du point de vue du nombre d'étudiants concernés que des secteurs universitaires touchés.

C'est la preuve de la grande combattivité des étudiants. Elle se greffe sur l'analyse des difficultés croissantes des étudiants.

Ces difficultés ont trait à la fois à l'accroissement des difficultés de vie des étudiants, de leurs conditions matérielles, d'études, des mesures de la politique universitaire et de leurs effets immédiats comme des questions ayant trait à leur avenir.

En effet, le pouvoir a accueilli les traits les plus négatifs de sa politique. Les conditions de vie des étudiants se sont aggravées. Ils subissent non seulement les hausses de prix, comme toute la population, mais encore celle des transports étudiants, des restaurants universitaires, des cités universitaires et de la MNEF. En même temps, les difficultés de leurs familles ne cessent de s'aggraver. Les bourses des étudiants n'ont pas augmenté au même rythme que le coût de la vie, la proportion des boursiers a diminué.

Les conditions d'études se sont détériorées. Les crédits nécessaires au fonctionnement des universités ne sont pas attribués. Il manque un grand nombre d'enseignants pour la bonne marche des TP et TD. Les constructions prévues au plan n'ont pas été réalisées à 50%.

En plus, le gouvernement, après les grandes luttes de mai-juin a été freiné dans la tentative d'appliquer sa politique à l'université. Il n'a pu mettre en place des mesures uniques d'adaptation et de rentabilisation de l'université, ce qui explique les contradictions nouvelles qui en résultent. Dans ces conditions, le pouvoir a dans la période actuelle un besoin urgent de mettre en place des mesures limitant les investissements publics au profit des secteurs rentables de l'économie et adaptant le contenu aux besoins du patronat.

Ces mesures sont en bloc la limitation des sursis, les CFPM, le numerus clausus, psycho et les mesures en droit sciences éco, la création du DUEG, et la mise en place des filières courtes sélectives.

Les étudiants, inquiets quant à leurs possibilités d'étudier dans des conditions correctes, ressentent de graves craintes quant à leur avenir, compromis par la politique du Gère plan. Le chômage est un spectre qui hante de nombreux étudiants dans tous les domaines universitaires.

Dans ce contexte, le réajustement des étudiants est de règle. Dans tous les secteurs universitaires, les étudiants ressentent le fossé croissant entre les besoins ressentis et la politique du pouvoir.

En une année, le pouvoir a multiplié le nombre d'arrêtés, décrets et lois visant à réduire le nombre d'étudiants, leurs débouchés.

En médecine, il s'agit de limiter à 7000 le nombre d'étudiants en seconde année ou 2 étudiants sur 3 seront éliminés, les fonctions hospitalières liquidées.

En lettres et en sciences, le projet des CMI tend à limiter à 8000 le nombre des maîtres recrutés. Sans création de filières nouvelles ce projet signifie l'élimination de 5 étudiants sur 6 en lettres, 3 sur 4 en sciences.

Dans les grandes écoles, les projets du pouvoir visent à restructurer le système des écoles en créant différents niveaux : Super grandes Ecoles, Ecoles formant les cadres d'exécution spécialisés.

Les stages d'orientation visent à développer le système de l'orientation autoritaire des étudiants.

Les mesures de suppression des sursis signifient la garantie pour le pouvoir de l'élimination des étudiants et de leur orientation vers les filières courtes.

Les grands axes de cette politique sont redéfinis dans le 6ème plan.

L'analyse des objectifs proposés, en liaison avec les dernières mesures du pouvoir souligne toute la cohérence de la politique universitaire du pouvoir. La diminution du nombre d'étudiants y est ouvertement souhaitée. On prévoit un nombre d'étudiants proportionnellement moins élevé pour 1975. Pour ce faire, le pouvoir annonce : qu'"il renforce " l'orientation sélective" des étudiants. Ainsi s'explique les nombreux clausus, le renforcement de la sélection.

En ce qui concerne la formation des étudiants, l'idée principale est de raccourcir la durée moyenne des études : "Il faut , dit le plan accroître la place réservée aux filières courtes et, plus généralement, renverser la tendance à l'allongement des études ". Plus concrètement, il s'agit de faire de 50.000 le nombre d'étudiants engagés dans des cycles courts de formation à 250.000 pour la fin du 6ème plan . La réforme du service militaire est un des pivots de la mise en place de ces objectifs. Ainsi, les étudiants, victimes de la sélection , des nombreux clausus que le gouvernement projette d'étendre après médecine aux autres disciplines devront partir à l'armée après 2 ou 3 années d'études. Ceux qui n'auront pas pu entrer dans les CFFM et qui n'auront ni le temps, ni les moyens de reprendre leurs études après un an d'interruption seront contraints de s'engager dans ces cycles courts. Il n'est même pas prévu que les étudiants prérecrutés dans les CFFM pourront bénéficier d'un sursis. Il s'agit d'orienter la masse des étudiants vers une formation de courte durée, 2 ans et de donner à une minorité une formation en 4 ou 5 ans . Le projet d'arrêté ministériel sur la réforme des diplômes universitaires confirme cette volonté du pouvoir. Le DUEL et le DUES seraient transformés en grades universitaires, à la fin du premier cycle, les étudiants seraient pourvus d'un diplômes d'études générales universitaires pour toutes les disciplines. En suite, ils pourront ^{soit} s'engager dans un second cycle , soit suivre une année de formation spécialisée (écoles des impôts, FTT, année supplémentaire en IUT...) susceptible de leur garantir un emploi. Une telle réforme conduit à inciter ou à obliger les étudiants à ne pas faire de second cycle , puisque cette troisième année se situe au moment du départ à l'armée. Nombreux seront ceux qui préfèrent s'assurer une chance d'obtenir un emploi. D'autre part, les stages d'orientation pour étudiants se chargent de diriger les étudiants vers les "formations accélérées", les voies rapides comme le recommande le VIème plan.

Toutes ces mesures vont dans les sens du gouvernement de
secondarisation des premiers cycles des universités, d'instauration de
barrages ultra-sélectifs à l'entrée du second cycle, de coupure
1er cycle/ second cycle / et recherche .

Il s'agit, plus généralement d'adapter l'université aux besoins
de la grande industrie en cadres, techniciens enseignants. La tâche essen-
tielle du plan consiste en "un effort exceptionnel d'industrialisation"
en renforçant les grandes entreprises. En clair, aider au maximum
le grand patronnat dans la recherche du profit. Tout le pays doit so-
plier à cet objectif; en particulier l'université, qu'il faut adapter
à la vie économique et sociale. Il faut former au plus vite, et à moindres
frais, la main d'oeuvre dont le patronnat a besoin . " Pour les prochains
années, dit le plan, la tendance est en effet au plafonnement, parfois
même à la réduction des débouchés traditionnels des enseignants universi-
taires vers les carrières de l'enseignement et de la recherche, certains
professions libérales, les emplois dans la fonction publique. "Par contre,"
il faut lier les débouchés aux formes nouvelles de développement, industriel

Ce qui explique :

- Le développement des filières courtes,
- Le projet de CFEM, malgré les besoins criants du pays en
enseignants.
- Le privilège donné au "savoir faire" directement utilisable
sur la formation générale dans les universités et les grandes écoles
la spécialisation étroite des formations universitaires.
- L'accent mis sur la nécessité du développement rapide des IUT en
liaison avec les fédérations économiques , sans donner aux
futurs techniciens la formation scientifique nécessaire;
- la main mise du patronnat sur les grandes écoles .
- l'importance accordée aux débouchés dans le secteur tertiaire.

Dans le prolongement du rapport Ortoli-Montjoie, le plan réaffirme
la mission industrielle de l'appareil éducatif", la nécessité de " forger
des mentalités industrielles" en insistant sur l'absolue nécessité
d'adapter l'université à l'économie, d'accorder une place plus importante
à " l'information économique et sociale " à l'école. L'université,
depuis longtemps considérée comme faisant partie de l'environnement , doit
être rentable au même titre que les machines, les usines. Tout ce qui n'est
pas considéré comme rentable est sacrifié. Ainsi les arts, l'éducation
physique , la philo, .. Mais aussi, la recherche fondamentale au profit
de la recherche aux applications industrielles immédiates.

L'enseignement supérieur doit coûter le moins cher possible. Le budget de l'éducation nationale diminue ; le budget de l'enseignement supérieur a diminué de 9, 52% par rapport à 1970-71. Pour compenser le freinage des dépenses publiques, la contribution des ménages est accrue et multipliée par quatre.

Appel est fait à d'autres sources de financement pour compenser le freinage des dépenses publiques. Des secteurs entiers ^{sont} privatisés (technique, formation professionnelle, grandes écoles). Le méconnaît est indiqué comme la solution, ce qui permet aux grands industriels d'imposer leurs désirs en ce qui concerne la formation des étudiants, leur nombre en fonction de leurs besoins à court terme.

La privatisation des facultés est encouragée. Un additif à la loi d'orientation avantage les facultés patronales. Le monopole de la collation des grades est supprimé. Le contrôle continu des connaissances des universités privées est pris en considération dans l'obtention des diplômes délivrés par des jurys mixtes. Dans le même temps, le gouvernement veut mettre en place des facultés concurrentielles en revenant sur la valeur nationale des diplômes.

Pour imposer ces mesures, le pouvoir renforce son autoritarisme. Il impose des représentants extérieurs dans les conseils. Il réduit les pouvoirs des conseils d'UER, il refuse de satisfaire les revendications des étudiants et s'en prend directement aux syndicats, il accentue la répression et remet en cause les franchises universitaires, les libertés démocratiques.

Il s'agit dans tous les secteurs de la mise en place de nombreux clausus, de structure de type CEFM.

Cette politique est contraire aux intérêts des étudiants. L'opposition entre leurs intérêts matériels et moraux et une politique qui y tourne le dos est croissante.

Cette opposition est renforcée par l'insatisfaction croissante des étudiants par rapport à la situation actuelle dans la société française. Les étudiants sont partie prenante du monde qui les entoure, et ressentent l'idée que les problèmes de l'université ne sont pas résolus. Le gouvernement des féodalités économiques est désigné comme étant responsable des scandales financiers, de l'injustice fiscale, comme soutenant l'apologie de la torture, comme responsable de l'aggravation de la situation de la population laborieuse, comme étroitement subordonné à l'impérialisme US.

Comment parler d'égalité quand les fils de travailleurs ne sont que 10% à l'université ? de liberté en instituant la loi anticasseur ? de fraternité lorsqu'on livre des armes à l'Afrique du Sud, à la Grèce, à l'Espagne, et au Portugal ? Lorsqu'on traite de bêtes des millions de travailleurs immigrés ?

C'est ce gouvernement qui, isolé, refusant de répondre aux revendications des étudiants comme de la population organise un plébiscite à sa politique qui se règlera aucune des questions posées par les étudiants.

Dans l'ensemble des domaines de la vie sociale, économique et politique, l'opposition est la règle. La crise de ce pouvoir accentue le mécontentement de l'université.

En même temps, les étudiants combattent l'injustice, la guerre l'impérialisme et le racisme. Ils se sont mobilisés pour défendre A. Davis militante progressiste, menacée par le gouvernement Nixon, ils ont dénoncé le génocide du peuple bengali et renforcé leur solidarité avec les peuples et les étudiants d'Indochine en lutte. Nous avons réaffirmé notre solidarité à la lutte du GNP, du Nao lao Haksat, du FUNE et du gouvernement de la RDV en remarquant la part nouvelle prise dans ces luttes par les étudiants, tant au Sud-Vietnam que récemment au Cambodge. La campagne de solidarité avec les étudiants de Saïgon, la collecte du million, les meetings dont celui de la Sorbonne sont des preuves de notre volonté de lutter avec l'Indochine jusqu'à la victoire finale.

En même temps, les étudiants exigent de plus discuter, confronter leurs opinions, étudier dans des conditions décentes, le développement des libertés démocratiques dans les facultés comme dans le pays devient une exigence croissante.

Les étudiants repoussent dans leur masse, les provocations des groupes gauchistes et du pouvoir, illustrées dans la dernière période par l'affaire Overney. S'ils sont émus, par la mort d'un jeune, ils y voient à la fois l'affirmation de la corruption et de la désnumérisation du régime actuel et la nécessité de refuser pour l'avenir même de la lutte la provocation d'où qu'elle vienne.

Les étudiants ne servent plus aujourd'hui de maso de manoeuvre à la provocation. Avec l'UNEF, ils refusent de cautionner les groupes gauchistes.

Le renouveau de l'UNEF a été un des principaux événements de la vie universitaire pour l'année 71; il ne s'agissait pas d'un simple changement de majorité dans une organisation, fut-elle la plus importante.

Cet événement intervenant après l'entrée massive des étudiants dans la lutte, en mai 68 devait donner une dimension nouvelle aux luttes des étudiants. Avec le renouveau de l'UNEF, le mouvement étudiant a pu trouver sa véritable place et se donner les moyens d'un combat organisé.

Les étudiants sentent bien que chacun de leurs combats prend aujourd'hui une dimension nationale. Même les luttes locales et sectorielles prennent une autre force parce qu'elles s'intègrent désormais dans un mouvement général.

L'existence d'une authentique force syndicale aide les étudiants à mieux percevoir leur propre communauté d'intérêts.

Ce faisant, le renouveau de l'UNEF a accéléré la prise de conscience des étudiants, a élevé leur combattivité, il a donné un sens, une cohésion à la lutte.

Alors que les luttes sectorielles restaient isolées auparavant le renouveau de l'UNEF en a provoqué la convergence. Le mouvement étudiant a enfin pu sortir de son isolement et participer à l'action unie des forces syndicales contre les effets néfastes de la politique universitaire et économique du pouvoir.

Tout ceci a sensiblement modifié le rapport des forces à l'université. Le pouvoir ne peut plus ignorer les étudiants et leur organisation et il faudra bien qu'il se décide à négocier avec l'UNEF.

Le retour de l'UNEF à l'orientation syndicale lui permet aujourd'hui de répondre aux aspirations des étudiants. En premier lieu, l'organisation syndicale est le moyen d'améliorer leur situation elle constitue un frein aux adaptations réactionnaires de l'université. En organisant l'action des étudiants, en les représentant dans toutes les instances universitaires, elle constitue un élément moteur des progrès de l'université.

En premier lieu, aucune autre forme d'organisation ne peut permettre mieux que l'UNEF d'organiser la riposte face aux orientations universitaires gouvernementales.

Depuis un an, en effet, nous avons assisté à la mise en place de mesures nationales, qu'il s'agisse des CFFH ou du numerus clausus en médecine. Seule une organisation nationale pouvait permettre aux étudiants de développer en réplique une action cohérente. En même temps, par touches successives, le pouvoir s'attaquait à chaque université pour rogner ses crédits, la contraindre à accueillir moins d'étudiants ou dévaloriser ses diplômes. Seule une organisation implantée au cœur des masses étudiantes disposant d'élus dans tous les conseils pouvait permettre aux étudiants de défendre leur droit aux études et à l'avenir. Pas une université, pas un conseil où les élus UNEF, porteurs des revendications n'ont rien obtenu: des polys gratuits au dédoublement des UV en passant par la sauvegarde de l'enseignement et de la recherche, la construction de locaux universitaires, la bataille menée pied à pied dans les facultés, soutenue dans les conseils

permet chaque jour aux étudiants de défendre et d'améliorer leur situation. Ce qui est vrai des universités est vrai aussi des œuvres universitaires, une riposte nationale de l'UNEF et de la FRUF n'a-t-elle pas empêché l'établissement de cartes hebdomadaires qui auraient doublé le prix des repas en restau-U.

En clair, c'est chaque revendication qui trouve sa expression dans l'activité de l'UNEF, de ses comités et de ses élus.

C'est le succès des revendications qui devient possible, qui est une réalité de la vie de chaque étudiant.

En même temps, l'UNEF permet aux étudiants par son orientation d'exprimer leur combattivité par des voies claires et responsables.

Alors que le pouvoir manœuvre pour utiliser les étudiants contre leurs propres intérêts, l'attitude clairvoyante de l'UNEF est garante du succès des luttes, permet aux étudiants de mieux orienter leur action.

Alors que les adversaires des étudiants voudraient les voir isolés et à la merci des manœuvres gouvernementales, l'orientation unitaire de l'UNEF permet aux étudiants de gagner le soutien de l'opinion publique.

Ainsi, à la lumière des récents événements, on peut mesurer la portée de la rencontre de Renault avec les jeunes travailleurs et les lycéens. Quel riche bilan d'action commune que les manifestations intersyndicales pour le plein emploi, comme tout récemment celle de Marseille, pour l'enseignement comme celle qui a réuni avec toutes les organisations syndicales 60000 personnes dont 7000 étudiants avec l'UNEF.

Ainsi, en un an, les étudiants et leur organisation ont retrouvé le chemin de l'action commune avec les enseignants lycéens et salariés. Quel apport aux luttes des étudiants que le soutien du professeur Miliez, du SNESup, des syndicats représentatifs du personnel hospitaliers, des chercheurs, de tous ceux qui luttent pour le droit à la santé, quelle force supplémentaire donnée à l'action pour la formation des maîtres que la prise de position commune de l'UNEF et du SNESup, que la riposte unie des conseils d'université.

Seule l'UNEF pouvait, par sa force et son orientation ouvrir de réelles perspectives aux étudiants.

Dans tous les domaines de l'action, l'UNEF a ouvert des perspectives nouvelles. Ainsi, le rassemblement international d'étudiants à Paris, lieu de négociations sur le Vietnam, et la collecte en faveur des étudiants de a donné aux étudiants l'occasion d'exprimer clairement leur volonté d'agir pour la paix et l'indépendance des peuples d'Indochine.

des négociations sur le Viet-Nam et la collecte en faveur des étudiants de Saïgon a donné aux étudiants d'exprimer clairement leur volonté d'agir pour la paix et l'indépendance des peuples d'Indochine.

Le rôle, la place de l'UNEF grandit parce que depuis un an elle répond aux aspirations des étudiants!

Désormais, l'UNEF se définit comme une organisation syndicale, se préoccupant de chaque moment de la vie de l'étudiant, ne négligeant aucune revendication - qu'il s'agisse des problèmes universitaires, sociaux, culturels, du logement, des transports, ou des libertés, toutes les préoccupations des étudiants sont les thèmes d'action de l'UNEF.

Ainsi conçue, notre organisation ne peut vivre sans la démocratie syndicale. Tous les adhérents de l'UNEF ont le même droit à être pleinement associés à la vie de leur CA. Sans le débat démocratique à tous les niveaux de l'organisation, l'UNEF se couperait de la masse des étudiants et serait incapable de conduire l'action. Si l'on néglige la vie démocratique de l'organisation, comment alors être actuellement à l'écoute de la masse des étudiants pour leurs droits.

Cela veut dire qu'en agissant, il faut rechercher démocratiquement les formes d'action avec tous les intéressés. Les luttes comme celle de médecine sont d'ailleurs riches en enseignements, de ce point de vue.

Une telle organisation peut légitimement prendre sa place, permettre aux étudiants de tenir le rôle dans le combat démocratique pour l'école et l'Université. Pour que le combat contre la ségrégation sociale soit effectué, les étudiants ont en effet besoin des travailleurs, victimes de ségrégation sociale à l'Université, des enseignants qu'une politique scolaire néfaste empêche de mener à bien leur mission, des lycéens dont l'avenir est incertain.

C'est dans l'intérêt des étudiants que l'UNEF recherche l'action commune avec toutes les forces démocratiques.

C'est aussi parce que les libertés démocratiques et syndicales, aujourd'hui gravement menacées, sont la condition même de la défense des revendications que l'UNEF tient sa place dans l'action pour les libertés.

Parce que la paix est la condition indispensable de l'essor de l'Université des sciences et de la culture, l'UNEF lutte avec l'Union Internationale des Etudiants avec toutes les forces de paix.

Les étudiants sont sensibles aux luttes des peuples contre la dictature, au mouvement de libération des peuples agressés - l'UNEF manquerait à sa mission si elle n'était pas porteuse de cette aspiration.

Parce qu'elle représente l'aspiration des étudiants, l'UNEF se prononce pour une société qui réaliserait l'accès de tous à la culture, permettrait à chaque étudiant à prendre dans la vie sociale la place à laquelle il a droit.

Ce faisant, elle ne renonce pas à l'indépendance syndicale, seule garantie de l'expression des aspirations des étudiants.

aujourd'hui, l'existence de la rénovation et le développement du syndicat des étudiants a tenu ses promesses. Il existe une arme pour la défense des étudiants. Les étudiants peuvent dès à présent s'en servir. Et sans attendre, devant l'aggravation de toutes les mesures les plus nocives que le pouvoir prend à l'université, les étudiants ont été conduits à utiliser ce qui pouvait le mieux les défendre : l'UNEF. Le niveau des luttes étudiantes depuis un peu plus d'un an en sont un témoignage. En ce temps, la place prise par l'UNEF dans ces luttes confirme cette appréciation.

Le premier caractère des luttes de cette dernière période, c'est qu'elles ont été des luttes de masse des étudiants. D'abord pour le nombre des étudiants qui ont sous une forme ou sous une autre participé aux luttes revendicatives. En même temps, le caractère n'a cessé de croître tout au long des derniers mois. Les manifestations qui ont eu lieu sur les moyens à Toulouse, à Lille ou à Nancy ont été de la même importance du point de vue du nombre des étudiants qui ont participé que celles de mai-juin 68 dans les mêmes villes. En médecine, ce sont plus de 10 000 étudiants qui ont participé aux luttes contre le nouveau cursus. On peut évaluer à près de 50 000 le nombre d'étudiants de lettres et de sciences qui ont lutté contre le projet de CFPM.

En IUT, les 14 et 15 mars, des milliers d'étudiants ont participé à la grève lancée par l'UNEF pour la reconnaissance du DUT dans les conventions collectives.

Le deuxième élément qui donne son caractère de masse aux luttes revendicatives, c'est qu'elles ont atteint l'ensemble des secteurs de l'université. Même des secteurs où les étudiants étaient considérés comme des privilégiés comme le secteur des grandes écoles ou de médecine, dans une certaine mesure ont été le lieu de luttes revendicatives importantes.

Le deuxième fait nouveau dans les luttes étudiantes se rapporte aux formes de l'action de masse. D'abord au niveau de la détermination des formes de lutte les étudiants ont sans cesse cherché à préserver le caractère de masse des actions. La nécessité à tous les moments de la lutte d'associer le plus grand nombre d'étudiants est devenue une préoccupation de plus en plus sensible. Cela n'est apparu en rien contradictoire avec l'élévation des formes de la lutte.

Des grèves, des manifestations ont pu être menées avec une participation massive des étudiants. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que les étudiants ont su jusqu'à présent déjouer toutes les provocations d'envergure que le pouvoir et les groupes avanturistes ont tenté de monter à l'université. Le caractère responsable des luttes étudiants est aujourd'hui un des faits les plus importants de cette dernière période.

L'entrée en masse des étudiants dans le combat à l'université a permis des changements importants au niveau du contenu des luttes elles-mêmes. En même temps que ces changements dans le contenu et dans les formes des luttes ont pu préserver leur caractère de masse.

En effet, le niveau des luttes a aussi subi des changements importants du point de vue de leur contenu.

Le premier point, c'est que le contenu revendicatif des luttes étudiants est devenu au premier plan des batailles universitaires ceci est le résultat de l'aggravation des difficultés rencontrées par les étudiants. Mais cela est surtout le résultat des batailles menées par l'UNEF. Bataille d'idées, et surtout batailles concrètes d'organisation des luttes. Il est surtout révolu le temps du mépris pour les revendications, les "grèves beefsteak les gommes et les crayons" même ceux qui fondaient leurs espoirs sur le développement à l'université d'un mouvement politique coupé des réalités étudiantes sont aujourd'hui contraints de prendre en marche le train des luttes revendicatives. Il n'y a aucune lutte de masse à l'université qui se soit déroulée sans que soient définis les objectifs précis en liaison avec les préoccupations profondes des étudiants.

En même temps, nous assistons à une élévation du niveau même des revendications. Non seulement les luttes ont eu pour base les conditions présentes de vie et d'études mais de plus en plus elles se déroulent sur la base d'une inquiétude quant à l'avenir. Les luttes sur les CFPM ou les débouchés dans leur ensemble en sont une illustration. Ces batailles pour l'avenir déterminent un contenu à la fois plus élevé et plus vaste aux luttes revendicatives:

- plus élevée parce que la perception des difficultés et des problèmes de l'avenir est moins concrète, plus lointaine aux yeux des étudiants.
- plus vaste parce que les préoccupations d'avenir recouvrent automatiquement les questions et les difficultés posées dans la vie quotidienne des étudiants.

Cela ne signifie en rien que nous tenions pour mineures les revendications plus immédiates des étudiants celles qui concernent leurs conditions de vie présentes, tant il est vrai que les difficultés pour rester étudiant, restent une des préoccupations majeures de ceux-ci.

Ainsi, ces traits nouveaux des luttes dans leur caractère de masse, responsable, dans le caractère nouveau de leur contenu prouve la volonté grandissante des étudiants de voir aboutir leurs revendications. En même temps, ils constatent que les responsabilités du pouvoir sont de mieux en mieux perçues aux yeux des étudiants. La lutte de masse, revendicative, responsable, telle est notre conception de la lutte. Que les étudiants qui rencontrent les mêmes problèmes agissent ensemble pour les résoudre. Telle est aussi notre conception de l'unité des étudiants. Pour certains, l'unité c'est de mettre bout à bout bout une quinzaine de groupes ne représentant qu'eux mêmes et chacun tirant à soi les étudiants pour ses propres intérêts de chapelle. Pour nous, l'unité des étudiants, c'est la lutte pour des objectifs communs, sur des bases démocratiquement adoptées par l'ensemble des étudiants. Pour nous, le rassemblement des étudiants ne peut se réaliser pleinement qu'avec et dans l'UNEF où chacun a sa place, et dont les buts ne sont tournés que vers les satisfactions des aspirations communes à l'ensemble des étudiants.

Là encore, les luttes sont la démonstration de ce que nous avons dit depuis plus d'un an: Les étudiants ont rejeté le soi-disant unité proposée par les divers groupes gauchistes. Comme à Nanterre, à Censier, à Rennes, ils ont refusé les actions qui ne permettraient ni la consultation démocratique des masses, ni leur participation à la lutte elle-même. C'est pourquoi, ils se sont battus avec et dans l'UNEF, qui seule a permis et le débat démocratique et l'organisation et la conduite des actions. C'est parce que l'UNEF a permis que TP par TP, amphis par amphis, les étudiants s'expriment sur leurs revendications décident de leurs actions, organisent eux-mêmes leurs luttes revendicatives que le nombre des étudiants dans les luttes a été aussi massif. C'est aussi pour ces raisons que les luttes ont touché l'ensemble des secteurs universitaires, car autant le pouvoir a pris ses mesures en même temps en médecine, en lettres et sciences, en IUT en Droit et sciences économiques, autant c'est l'existence de l'UNEF implantée dans toute l'université qui permet que partout s'exprime l'opposition des étudiants à la politique universitaire du gouvernement.

Ainsi, nous pouvons sans crainte affirmer que les luttes étudiantes ont atteint un niveau sans précédent : Par le nombre d'étudiants qu'elles ont entraîné par les objectifs qu'elles se sont fixés parce que l'ensemble des secteurs universitaires, d'IUT à Dentaire, Lettres, Médecine et Sciences, Droit ont été touchés par ces luttes. Cela traduit tous les changements qui se sont opérés depuis 68 chez les étudiants. C'est le résultat des riches batailles, d'expériences fructueuses pour les étudiants en quelques années. C'est le résultat de la bataille menée par l'UNEF, mais c'est aussi des faits pleins de promesses pour et les étudiants militants de l'UNEF.

Le mouvement étudiant a su trouver une expression originale et responsable, il a su trouver les moyens d'une lutte efficace pour défendre ses droits et satisfaire ses aspirations. Les acquis obtenus par les luttes, depuis la rénovation de l'UNEF, malgré l'intransigeance de plus en plus grande du gouvernement sont là pour le prouver.

Dès le dernier trimestre de l'année universitaire passée, au lendemain même du 59ème congrès de l'UNEF, ce sont 3 grands succès nationaux qui ont été obtenus par les étudiants : le retrait du projet des IUTP et le rétablissement des IPES, l'abandon de la carte hebdomadaire de restaurant universitaire; l'abrogation du décret du 19 juin rendant obligatoire le contrôle continu des connaissances. Cette année, l'efficacité des luttes étudiantes s'est encore confirmée. Il n'est pas une université où l'UNEF n'ait obtenu quelque chose pour les étudiants. Les luttes menées contre les conditions scandaleuses de la rentrée ont permis des acquis très importants. Des millions de crédits ont été versés pour rattraper les retards pris et permettre le fonctionnement et l'enseignement dans de nombreuses universités. Des centres de photocopie ont été obtenus à Paris I et Villeneuve. Dernièrement, 30 millions ont été obtenus pour que l'enseignement de l'UER de sciences éco de Lille puisse continuer. Les allocations d'études de 3ème cycle ont été débloquées à Paris et Marseille. Des bourses ont été obtenues à Paris Nord pour les redoublants. Les crédits pour la construction de CHU ont été obtenus à Toulouse, de même à Nancy etc... Les dernières luttes, en médecine et sur les CFPM ont elles aussi été marquées par de grands succès. En médecine, si le pouvoir malgré l'opposition de dizaines de milliers d'étudiants, n'a pas cédé sur le numerus clausus, il a été contraint à des reculs de taille d'une part en débloquant des postes pour les fonctions hospitalières,

d'autre part, dans l'application du numerus clausus on a considérablement le nombre d'étudiants recrutés. La lutte contre les CPEM a elle aussi obtenu des premiers succès considérables. Le projet, malgré les volantes ministérielles n'est pas passé jusqu'à présent.

Le gouvernement a été contraint de mettre en place un groupe de travail sur la formation des maîtres, où l'UNEF représente les étudiants. Compte tenu de l'ampleur de la bataille menée par le pouvoir sur ce projet, de l'importance du projet dans sa politique universitaire et le résultat des luttes, ceci constitue l'un des plus grands succès de l'UNEF depuis ces dernières années. En même temps, cela montre avec éclat la justesse de notre conception syndicale de l'action : la nécessité de la lutte unie avec les enseignants comme le montre le communiqué commun des Bureaux Nationaux de l'UNEF et du SMESup et l'action conjuguée des étudiants avec la lutte des élus dans les conseils. Les résultats du dernier Conseil National de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche décidant de soumettre la réforme des 1er cycles proposée par le ministère aux conseils d'université sont là aussi des acquis importants, tant sur le plan des revendications que pour l'extension de la cogestion dans l'enseignement supérieur. Ainsi, l'efficacité de la lutte revendicative, massive et responsable n'est plus à démontrer. Grâce à elles, des milliers d'entre nous ont pu trouver réponse aux problèmes qui nous sont aujourd'hui posés. Grâce aux luttes ce sont des milliers d'étudiants qui peuvent aujourd'hui réaliser leurs aspirations. Ce sont des milliers d'étudiants qui peuvent rester étudiants. Dorénavant et déjà, nous pouvons être fiers des premiers acquis obtenus. Les luttes n'ont pu triompher que par l'intervention et la clairvoyance de l'UNEF. Aujourd'hui, le pouvoir doit en tenir compte. Si comme nous l'avons vu, il doit répondre aux impératifs définis par la recherche du profit pour les grandes sociétés, dans sa politique universitaire, il est contraint de tenir aussi compte de l'impact et de la puissance des luttes étudiantes. Impact et puissance qui ne cessent de grandir à mesure que s'affirme l'audience, l'autorité, la place de l'UNEF à l'université et dans les luttes.

La place de l'UNEF dans les luttes: Aujourd'hui, l'UNEF a pris la place qui lui revient dans les luttes des étudiants : la première. Les dernières en date le montrent. Elle est capable de déclencher et de diriger d'un bout à l'autre les actions des étudiants. Les luttes contre les CPEM, en IUT, en médecine ou en Sciences éco le montrent.

d'Indochine lors de la semaine organisée par l'UNEF du 27 novembre au 3 Décembre 1971. Cette place de l'UNEF à la Direction des luttes n'est pas le résultat du hasard. Elle n'est pas venue toute seule.

De même, les luttes de solidarité avec les peuples et les étudiants d'Indochine lors de la décade organisée par l'UNEF du 27 novembre au 3 décembre 1971. Cette place de l'UNEF à la direction des luttes n'est pas le résultat du hasard. Elle n'est pas venue toute seule.

Elle est le résultat d'une bataille importante sur notre conception syndicale. Elle est le résultat de nos batailles concrètes d'organisation des étudiants dans les luttes de masses. Elle est le plus éclatant résultat du renouveau syndical de l'UNEF en même temps que la démonstration de l'immense portée du 59ème Congrès et du triomphe du renouveau de l'UNEF.

Tout le monde aujourd'hui est forcé de reconnaître l'audience et l'autorité du syndicat étudiant. Elle s'est affirmée dans les élections universitaires. Malgré une bataille intense du pouvoir pour faire le silence autour des élections universitaires, pour que le moins d'étudiants possible participent à ces élections afin de pouvoir remettre en cause les acquis de la cogestion, des dizaines de milliers d'étudiants se sont prononcés pour les listes présentées par l'UNEF. L'UNEF a gagné en voix et en pourcentage. Je voudrais en donner

un témoignage tiré d'un article de la presse "Entreprise" hebdomadaire du patronat, qu'on ne peut taxer de complaisance, ni à l'égard des luttes étudiantes, ni à l'égard de l'UNEF comme lors des élections universitaires :

" L'UNEF, la " CGT étudiants ", est sortie victorieuse des élections universitaires. Il est vrai qu'aucune force constituée ne lui fût opposée.. De leur côté, beaucoup de responsables universitaires ont préparé les élections comme s'ils craignaient le vote des étudiants. Dans la majorité des cas, l'UNEF a su pallier ces insuffisances, activer l'information préélectorale, s'opposer aux campagnes abstentionnistes, faire la publicité la plus large aux dates et aux lieux de vote. Elle s'est présentée comme un syndicat bien organisé, présent partout, sage et sérieux...

Maintenant, l'UNEF représente la majorité des étudiants.. "fin de citation. Et on appelle au regroupement des forces réactionnaires contre la montée du syndicat rouge à l'Université. S'il en était besoin, cette situation du journal "Entreprise" montre à quel point l'audience et l'autorité de l'UNEF s'est renforcée et inquiète pouvoir et patronat. Cette autorité nouvelle dont l'UNEF bénéficie aux yeux des étudiants est bien illustrée par la place qu'elle occupe dans leur lutte. Ainsi, au moment où Nixon et toutes les forces réactionnaires tentaient de faire croire que la guerre en Indochine était terminée, l'UNEF a pu organiser la solidarité concrète des étudiants avec les peuples d'Indochine en collectant 1 million pour les étudiants de Saïgon et en tenant des meetings en province et un rassemblement de 3.000 étudiants dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Du même dans la lutte contre les C.F.P.S.

Car en même temps que Guichard a sorti son projet accompagné de tous les arguments de sa justification, il s'est bien gardé de le faire largement connaître aux étudiants, espérant ainsi qu'il passe sans trop de heurts. C'était compter sans l'autorité de l'UNEF qui en même temps qu'elle en a largement informé les étudiants à organiser immédiatement la riposte au projet.

Et en quelque temps, les C.F.P.S. sont devenus une préoccupation de masse des étudiants de lettres et de sciences. C'est là mesurer à la fois l'autorité et la responsabilité que nous avons vis-à-vis des étudiants. Et dans ces luttes, l'audience et le poids de l'UNEF se sont encore renforcés. Non seulement l'UNEF a entraîné des milliers d'étudiants sur ses propositions, comme en témoigne le succès de ses initiatives notamment la manifestation du 26 Février à Paris, mais encore elle a su faire prendre en charge, par les étudiants dans les TD, la conduite de leurs actions. Cette réalité, en même temps l'acuité des problèmes posés, la combativité des étudiants ont créé de nouvelles exigences vis-à-vis de l'organisation syndicale.

Ainsi, sur la base de nos actions, les étudiants attendent maintenant de nous, non pas que nous réitérions notre opposition aux CFFM comme si nous regrettions le passé, mais que nous offrons nos propositions de formation des maîtres, tant il est vrai que le syndicat se doit de se préoccuper de toute la vie des étudiants. Aussi, je l'espère, la discussion de notre 60ème Congrès doit nous permettre de présenter une proposition globale de la formation des maîtres.

Par ailleurs, si nous avons fait la preuve de notre force lors de la bataille contre les CFFM, il ne tient qu'à nous de développer les luttes dans les autres secteurs universitaires, les étudiants victimes de mesures analogues l'attendent de nous. En plus, c'est là, établir un rapport de force vis à vis du pouvoir, tel, que l'on peut le contraindre à reculer sur des positions de fond, tel les CFFM, le projet Vedol, ou le Numérus-Clausus.

La deuxième question qui nous est posée est l'élargissement du nombre de participants aux luttes. L'immense bataille de masse que nous avons développée a contraint Guichard à manœuvrer sur la base de la position des Présidents d'Université. Cet acquis rend les positions du pouvoir plus fragiles et doit être un encouragement. Un encouragement, car la lutte doit continuer : les problèmes ne sont pas réglés, les menaces subsistent, le Numérus-Clausus reste la règle des " solutions " gouvernementales. Continuer la lutte aujourd'hui, c'est la mener de manière plus massive encore, en comprenant que le nombre de participants fait la grande force des luttes. Aussi, nous ne pouvons nous satisfaire des 50.000 étudiants entraînés dans la lutte ce trimestre par l'UNEF, même si ce chiffre est important. Exposer des reculs à une période où le pouvoir veut s'obstiner dans le refus d'écouter les revendications des différentes catégories de travailleurs, cela implique de démultiplier nos efforts pour faire agir un nombre plus considérable encore d'étudiants.

Faire agir, parce que l'action des étudiants, et seulement l'action peut contraindre à d'importants reculs. C'est dire qu'il faut définitivement nous débarrasser de l'habitude de faire un simple constat avec les étudiants et d'aller agir seul.

Le TD est en train de devenir le lieu privilégié des luttes, dans la mesure où il représente la base de toute vie universitaire, avec des préoccupations relativement homogènes et des liens durables entre les étudiants. La lutte au niveau du TD permet de dépasser l'anonymat des couloirs et un engagement plus grand des étudiants.

Mais on ne saurait concevoir l'action d'un syndicat sans poser les questions de syndicalisation.

Lorsque nous parlons d'obtenir le succès dans l'action il y a en effet deux conditions indispensables. D'une part, de permettre à chaque étudiant de prendre en permanence sa place dans l'action, d'autre part, maintenir en permanence un rapport de forces en faveur des étudiants. Ainsi conçue, la syndicalisation est une nécessité pour les étudiants. Elle est partie intégrante de l'action. Renforcer le syndicat, faire adhérer les étudiants, c'est gagner des forces contre le pouvoir. Pour un étudiant, prendre sa carte de l'UNEF, c'est se donner de nouveaux moyens d'agir et d'intervenir dans la vie de l'Université. Parce que les étudiants ont besoin d'être syndiqués, l'organisation doit être notre préoccupation permanente. Elle doit faire l'objet d'un travail quotidien de tous nos adhérents, de nos directions. C'est la condition du développement des luttes.

IV- CONSTRUIRE UNE GRANDE UNEF :

Comme nous l'avons vu, les luttes ont atteint aujourd'hui un niveau inégalé. Cela signifie qu'une des tâches principales qui incombent à ce Congrès est de nous donner les moyens de poursuivre et d'accélérer notre oeuvre de reconstruction du syndicat étudiant, entreprise il y a un an, de développer une grande UNEF.

Il s'agit là, non d'un objectif lointain, mais bien d'une nécessité immédiate.

D'autant que les acquis que nous avons obtenus dans le développement des luttes menées depuis un an, à l'Université, nous ont permis de jeter les bases de cette reconstruction et nous donnent donc la possibilité de passer à une telle étape.

Donner aujourd'hui aux étudiants une UNEF plus grande, plus forte, c'est leur permettre d'obtenir un rapport des forces meilleur avec le pouvoir; c'est par la seule existence d'une masse plus importante de syndiqués, forcer le ministère à tenir compte des revendications profondes des étudiants.

C'est donc obtenir un acquis permanent dans nos luttes actuelles qui se déroulent à l'Université.

Construire une telle UNEF, c'est surtout mettre mieux notre syndicat au service de la masse des étudiants, c'est-à-dire à la fois, leur forger un meilleur outil de lutte, mettre entre leurs mains une arme plus efficace, et leur permettre de mieux résister aux attaques continuelles du pouvoir sur leurs conditions de vie et d'études, les aider concrètement en développant nos propres services sociaux.

Se fixer un tel objectif, c'est également permettre à l'UNEF d'être mieux armée pour la lutte, d'être mieux à même d'offrir aux étudiants les réponses qu'ils demandent, tant sur le plan de leur participation plus grande aux luttes revendicatives, que sur celui de l'efficacité de celles-ci et sur les possibilités aujourd'hui de gagner à l'Université.

Une UNEF davantage au service des étudiants et mieux armée pour la lutte, c'est une organisation tout à la fois plus combative, plus large, plus forte et plus permanente que celle que nous connaissons aujourd'hui.

- Une organisation plus combative, parce qu'aujourd'hui, il ne saurait y avoir un secteur universitaire qui reste en dehors des luttes. Il ne saurait y avoir une revendication que nous pourrions négliger à quelque niveau que ce soit, du plan national au TD.

Cela signifie très concrètement que c'est sur nous et nous seuls que repose la responsabilité de déclencher, d'impulser, diriger et mener au succès des luttes.

Cela n'est pas non seulement pour quelques luttes que nous choisissons au niveau national, mais pour toutes les luttes.

A cela, est profondément liée la nécessité d'avancer à tout moment des propositions claires, plus perceptibles par la masse des étudiants.

C'est pour cette raison que nous devons accorder une grande importance dans le déroulement du Congrès à la discussion de nos propositions.

Ainsi en est-il de la plate forme de luttes qui a déjà été discutée et amendée dans les Congrès de CA et d'AGE.

Grande attention aussi aux travaux des commissions d'où devront sortir diverses propositions de l'UNEF :

- Un projet d'allocation d'étude -
- Un projet de formation des maîtres -

Enfin diverses propositions devront résulter des réunions des différentes Fédérations nationales qui auront lieu demain.

- Il faut une UNEF plus forte et plus large.

Cela signifie qu'il nous faut de manière urgente surmonter les difficultés qu'ont nombre de nos CA à s'adresser à la masse des étudiants, voire au refus qui subsiste de faire de l'UNEF, l'organisation de la masse des étudiants.

Nous ne pouvons aujourd'hui plus rien faire qui ne s'adresse à la masse des étudiants et qui ne passe par elle.

C'est en ces termes que se pose le renforcement de l'UNEF, en adhérents, c'est aussi en ces termes que se pose le renforcement de notre organisation en comités, CA. C'est sur cette base enfin que s'impose une coordination plus grande dans les secteurs universitaires, tâche qu'auront à assurer les Fédérations Nationales.

Une UNEF plus large, c'est-à-dire une organisation qui a sans cesse la préoccupation de couvrir tous les aspects de la vie universitaire et de la vie des étudiants elle-même.

Dire cela, c'est souligner que nous devons davantage développer notre activité sur les questions culturelles ainsi que sur des questions internationales.

Une grande UNEF, c'est enfin une organisation qui développe de manière permanente une activité quotidienne.

C'est-à-dire que nous devons organiser quotidiennement l'action des étudiants TD par TD (Youpi !).

Etre l'arme de lutte des TD parce que non seulement nous les faisons agir, mais aussi parce que nous leur permettons de mettre en oeuvre leurs décisions et actions.

Un TD qui décide de faire un tract utilisera notre réseau pour le tirer. Un TD qui décide de faire une banderole utilisera notre local pour la faire.

Organisation permanente enfin, parce qu'à présent, un de nos objectifs essentiel doit être de développer partout les services de l'UNEF.

- Services sociaux, universitaires, culturels.

Nos CA doivent avoir pour préoccupation permanente l'aide aux étudiants.

Une grande UNEF, cela passe par les services de photocopie, l'aide aux étudiants à trouver un emploi ou un logement, l'organisation de leurs loisirs, de leurs vacances, la vente de billets à prix réduits pour les spectacles.

Un étudiant qui a un problème de bourse doit venir le régler avec le CA et les élus, encore faut-il lui dire qu'il peut le faire.

Enoncer toutes les conditions qui nous permettront de passer à cette étape d'une grande UNEF, c'est souligner l'importance décisive de la vie de nos CA.

Une activité d'un tel niveau, une activité permanente est impossible avec une poignée de camarades, avec des comités qui ne se réunissent pas régulièrement et qui n'ont pas une discussion approfondie et démocratique. Par là même, nos directions, à tous les niveaux du Bureau National ou Bureau d'AGE et de CA jouent un rôle déterminant.

Les camarades de nos Directions ne sauraient être ceux qui développent l'activité de l'UNEF à la place des adhérents et des CA. Ils doivent au contraire, par leurs explications et leur bataille acharnée pour faire vivre les comités, permettre à l'ensemble des camarades de trouver leur place dans la bataille.

Ainsi, l'UNEF trouve la voie de son développement.

Camarades, un congrès de l'UNEF constitue un événement dans la vie de l'Université. Il doit traduire les aspirations des étudiants et ouvrir de nouvelles perspectives de lutte. Nos travaux doivent être tournés vers les étudiants et vers la lutte !

VIVE l'UNEF, organisation syndicale de masse, démocratique et combative.